

Conseil Communautaire du 04/01/2014

(1^{ère} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-01

relative à la détermination de la composition du bureau

OBJET : Détermination de la composition du bureau

L'an deux mille quatorze, le quatre janvier à 9 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la Valley de Guéry, Section Guéry, 97131 Anse Bertrand, sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35) M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, Mme Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN M., M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUES EXCUSES : Mme Anithe ERONI

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Mme Marcienne LORMEL/ARPEXAD a donné procuration à M. Jean-Claude LOMBION.

A été élu secrétaire de séance : M. Patrice MOUDAT

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

Vu la loi n° 99-586 du 19 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

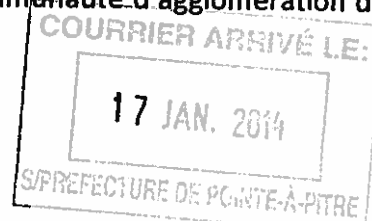
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation Communale dans les Communautés de Communes et d'agglomération ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013150-0004 du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la Communauté des Communes du Nord Grande Terre (CCNGT) en communauté d'agglomération qui notifie les statuts de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre (CANGT);



Considérant les dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Considérant l'article susvisé, le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents mais l'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur sans pouvoir dépasser 30% de son propre effectif et le nombre de quinze.

Considérant la proposition de la Présidente de fixer le nombre de vice-présidents à dix ;

Considérant la proposition de la Présidente de fixer la composition du bureau de la CANGT comme suit : la présidente et les dix vice-présidents ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé,

Après en avoir délibéré, et voté :

- Concernant le nombre de vice-présidents :

VOTE		
Pour	Contre	Abstention
24	4	7

- Concernant la composition du bureau, sur la question de savoir s'il faut ajouter des membres autres que la présidente et les vice-présidents :

VOTE		
Pour	Contre	Abstention
5	21	9

DECIDE :

Article 1^{er} :

De fixer à dix le nombre de vice-présidents de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre.

Article 2 :

De fixer la composition du bureau comme suit : la présidente et les dix vice-présidents.

Article 3 :

De donner mandat au président pour signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

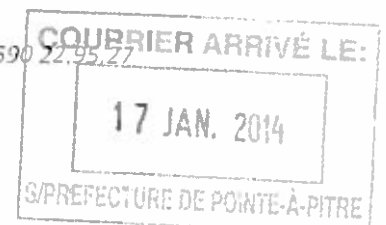
La Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 3 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Rue Gambetta, Mairie annexe, 97117 Port – Louis ☎ : 0590 22.96.35 – : 0590 22.95.27



Conseil Communautaire du 04/01/2014

(1^{ère} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-02 relative à la détermination du lieu de la prochaine séance du conseil communautaire

OBJET : DESIGNATION DU LIEU DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mille quatorze, le quatre janvier à 9 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, dûment convoqué, s'est réuni, à la Valley de Guery, Section Guery, 97131 Anse Bertrand, sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35) M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, Mme Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, Mme Sylvère ENODIG, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN M., M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHAXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUES EXCUSES : Mme Anithe ERONI

A été élu secrétaire de séance : M. Patrice MOUDAT

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

Vu la loi n° 99-586 du 19 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation Communale dans les Communautés de Communes et d'agglomération ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-11 CGCT;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013150-0004 du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la Communauté des Communes du Nord Grande Terre (CCNGT) en communauté d'agglomération qui notifie les statuts de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre (CANGT);



Considérant les dispositions de l'article L. 5211-11 du CGCT selon lesquelles l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant ;

Considérant la proposition de la Présidente de fixer le lieu de la prochaine réunion à Morne-à-L'Eau, salle des délibérations ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De fixer le lieu de la prochaine réunion dans la commune de Morne-à-L'Eau, salle des délibérations.

Article 2 :

Que cette information sera rendue publique par affichage de la convocation dans chacune des mairies des communes membres.

Article 3 :

De donner mandat au président pour signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

La Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN ;



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 3 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Rue Gambetta, Mairie annexe, 97117 Port – Louis ☎ : 0590 22.96.35

